

## O

**OBJETS DE CORRESPONDANCE.**

— Voy. *Postes, télégraphes et téléphones.*

**OCÉANIE (Territoires français d').** —

Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 24.

**OFFICE INTERNATIONAL DU VIN,**

Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

**OFFICES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de M. Durroux et plusieurs de ses collègues tendant à revenir à la structure donnée par la loi du 15 août 1936 à l'Office national interprofessionnel des céréales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 109.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Henry et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des finances), n° 110.

§ 3. — Proposition de loi de M. Baurens et plusieurs de ses collègues relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des finances et à la Commission de l'équipement national, n° 111; rapport le 11 septembre par M. Baurens, n° 733.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Demussois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la création d'une régie autonome et d'un office régional des transports parisiens s'inspirant de l'avant-projet voté par les conseils généraux de la Seine et de la Seine-et-Oise, ainsi que par le Conseil municipal de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des moyens de communication et pour avis à la Commission de l'intérieur et à la Commission des finances) n° 203; rapport collectif le 29 août (2<sup>e</sup> séance) par M. Bour, n° 624 (voy. *Transport*, § 1<sup>er</sup>).

§ 5. — Proposition de loi de M. Fousat et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un office national de la pomme de terre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (ren-

voyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission du ravitaillement et à la Commission des finances), n° 369.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de loi de M. André Le Troquer et plusieurs de ses collègues tendant à créer un office national de l'habitation et un office de la propriété nationale agricole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des finances et pour avis à la Commission de l'agriculture, n° 838.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Léjeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les crédits alloués aux offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 septembre 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1051.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — du blé. — Voy. *Agriculture*, § 1<sup>er</sup>.  
— consulaires. — Voy. *Etat civil*, § 1<sup>er</sup>.  
— des mutilés et anciens combattants. — Voy. *ci-dessus*, § 7.

— national des engrais, amendements et pesticides. — Voy. *ci-dessus*, § 2.

— national de l'habitation. — Voy. *ci-dessus*, § 6.

— national interprofessionnel des céréales. — Voy. *ci-dessus*, § 1<sup>er</sup>.

— national interprofessionnel du machinisme. — Voy. *ci-dessus*, § 3.

— national de la pomme de terre. — Voy. *ci-dessus*, § 5.

— de la propriété nationale agricole. — Voy. *ci-dessus*, § 6.

— régional des transports parisiens. — Voy. *ci-dessus*, § 4.

## OFFICIERS.

— auxiliaires. — Voy. *Armée*, § 5.

— d'état civil. — Voy. *Etat civil*, §§ 1<sup>er</sup>, 2.

— de police judiciaire. — Voy. *Code d'instruction criminelle*.

— à titre temporaire. — Voy. *Armée*, § 5.

Voy. aussi *Armée*, § 6. — *Prisonniers et déportés*, § 2.

**OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS MÉCANICIENS (Statut des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (DÉPENSES COMMUNES).

**OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES.** — Voy. *Immeubles*, § 1<sup>er</sup>.

**ORAGES (Victimes des).** — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 9, 11.

## ORGANISATION.

— judiciaire. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 7.

— professionnelle agricole. — Voy. *Agriculture*, § 32.

— de la Résistance. — Voy. *Commissions de l'Assemblée Nationale Constituante*, § 3.

## ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 79.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modifi-

cation de dispositions financières intéressant les départements et les communes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n<sup>o</sup> 940.

Il n'a pas été présenté de rapport.

## ORGANISATION JUDICIAIRE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative au recrutement des magistrats et à l'organisation des tribunaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 76.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les magistrats déportés politiques, internés, en vue de leur avancement et de leur retraite, du temps pendant lequel ils ont été ainsi écartés de leur fonction, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 176.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Projet de loi portant abrogation des lois des 29 juillet 1941 et 31 octobre 1941 permettant l'inscription temporaire de certains avocats dans un second barreau, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n<sup>o</sup> 294.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Grimaud tendant à transférer le siège du tribunal de l'arrondissement de Grasse à Cannes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante

le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n<sup>o</sup> 491.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n<sup>o</sup> 567 ; rapport le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Mignot, n<sup>o</sup> 1077. Adoption sans débat le 2 octobre 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n<sup>o</sup> 89.

Loi du 11 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 12 octobre.

§ 6. — Proposition de loi de M. Roubert et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n<sup>o</sup> 650 ; rapport le 19 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Grimaud, n<sup>o</sup> 929.

L'Assemblée n'a pas statué.

## ORGANISATION MUNICIPALE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n<sup>o</sup> 99 ; rapport le 2 octobre (3<sup>e</sup> séance) par M. Ruffe, n<sup>o</sup> 1160.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser et résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales et relatifs à l'exploitation en régie par les

communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication et à la Commission des finances), n° 148; rapport collectif le 24 septembre par M. Badiou, n° 1028 (voy. *ci-dessous*, § 9); avis collectif de la Commission des finances le 1<sup>er</sup> octobre par M. Truffaut, n° 1143.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de loi de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à résilier ou réviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication et à la Commission des finances), n° 178; rapport collectif le 24 septembre par M. Badiou, n° 1028 (voy. *ci-dessous*, § 9).

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 4. — Proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication et à la Commission des finances), n° 201; rapport collectif le 24 septembre par M. Badiou, n° 1028 (voy. *ci-dessous*, § 9).

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 5. — Proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à créer un service municipal de déléguées sociales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la famille et pour avis à la Commission du travail), n° 238; rapport le

3 septembre (3<sup>e</sup> séance) par Mme Denise Bastide, n° 654.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 6. — Proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le quatrième alinéa, article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1<sup>er</sup> août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 333.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication), n° 376.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des petites communes (de moins de 2.500 habitants) le barème des indemnités de fonctions allouées aux maires et adjoints par l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 402.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — Projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Edouard Depreux, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication et à la Commission des finances), n° 562; rapport collectif le 24 septembre par M. Badiou, n° 1028 (voy. *ci-dessus*, §§ 2, 3, 4), n° 1143. — Avis collectif de la Commission

des finances le 1<sup>er</sup> octobre par M. Truffaut. (voy. *ci-dessus* §§ 2, 3, 4). -- Avis collectif de la Commission des moyens de communication le 3 octobre (2<sup>e</sup> séance) par M. Poumède, n<sup>o</sup> 1190.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 10. — Projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Edouard Depreux, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n<sup>o</sup> 564.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 11. — Projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 août 1946 par M. Edouard Depreux, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des moyens de communication), n<sup>o</sup> 599.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les employés communaux des garanties dont jouissent en matière de retraites les fonctionnaires de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n<sup>o</sup> 1007.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer la loi qui accorde aux préfets la possibilité de déléguer aux maires leurs pouvoirs de réquisition, votée par l'Assemblée Nationale Constituante au cours de sa 2<sup>e</sup> séance du 26 avril 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n<sup>o</sup> 1069.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**ORGANISATION PROFESSIONNELLE.** — Proposition de loi de M. Pawlewski et plusieurs de ses collègues tendant à instaurer une organisation professionnelle fondée sur la liberté, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n<sup>o</sup> 459.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**ORGANISMES DITS CORPORATIFS (Floraison d'),** Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

### ORPHELINS.

— de femmes fonctionnaires. — Voy. *Pensions et retraites*, § 15.

— de guerre. — Voy. *Pensions militaires*, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5, 6.

— de patriotes. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 8.

**OSTRÉICULTEURS.** — Voy. *Impôts*, § 28.

**OUTRAGE AUX BONNES MŒURS.** — Voy. *Décisions de justice*, § 3.

### OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi portant ratification de décrets portant ouverture et annulation de crédits, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Robert Schuman, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 573.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Voy. *Budget de 1945*, § 1<sup>er</sup>. — *Budget de 1946*, §§ 1<sup>er</sup>, 5.

**OUVRIERS.**

- agricoles. — Voy. *Code du travail*, § 1<sup>er</sup>.
- des établissements industriels de l'Etat.
- Voy. *Pensions et retraites*, § 5.
- licenciés. — Voy. *Salaires*, § 2.
- mineurs. — Voy. *Mines*, §§ 1<sup>er</sup>, 2.

— mineurs licenciés. — Voy. *Sécurité sociale*, § 20.

— mobilisés en 1914-1918. — Voy. *Pensions et retraites*, § 22.

— du service géographique national. — Voy. *Pensions et retraites*, § 6.

